

Burundi : une tentative de coup d'Etat est en cours, situation floue

@rib News, 13/05/2015 Un général oral de l'armée burundaise a annoncé la destitution du président Nkurunziza sur une radio privée. Les militaires putschistes ont déclaré à la télévision publique burundaise qu'ils ne reconnaissent plus l'autorité du président Pierre Nkurunziza, dont l'annonce d'une candidature à un troisième mandat est la source d'une grave crise politique dans le pays. Mais ce dernier réplique que la situation est sous contrôle. Le flou règne. Des soldats encerclent le siège de la télévision et les voies accèdent au bâtiment ont été coupées, annoncent plusieurs agences de presse. Un témoin sur place, à proximité du siège de la RTNB (Radio Télévision nationale burundaise, photo) nous indique que des "tirs de joie" se sont fait entendre dans le quartier à l'annonce de la destitution du président en exercice par l'armée.

Il se veut également rassurant concernant les suites éventuelles de ce qu'il faut bien appeler une tentative de coup d'Etat en cours. "Pour le moment, il n'est pas question d'évacuation des expatriés, ces derniers ne sont pas menacés, l'alerte est au niveau zéro", nous a-t-il précisé. La tension était pourtant à son comble ce mercredi. Il évoque des rassemblement en rue d'opposants venus célébrer l'annonce qui ont grossi au fil des minutes. Sur Twitter, plusieurs utilisateurs évoquent "des milliers" de personnes venues manifester leur soutien aux putschistes. Une journaliste de RFI évoque, d'ailleurs, ces manifestants qui tentent de rejoindre le siège de la radio nationale en ces mots: «À ils chantent l'hymne national face à des militaires qui n'ont pas l'air d'avoir des ordres clairs..À» En outre, un journaliste du Monde évoque d'importants renforts militaires dans le centre de la capitale, sans que l'on puisse savoir qui dans l'armée, se range du côté des putschistes et qui reste loyal au président Nkurunziza. Difficile d'y voir clair à ce stade. Ce mercredi, la tension est montée d'un cran. La police avait déjà utilisé mercredi des gaz lacrymogènes et des tirs de sommation pour disperser quelque 300 manifestants opposés à un troisième mandat du président burundais Pierre Nkurunziza, rassemblés au cœur de la capitale Bujumbura, selon un journaliste de l'AFP. Les images qui nous parviennent attestent de la tension croissante dans ce grave conflit politique. C'est la première fois depuis le début de la contestation, le 26 avril, qu'un groupe de manifestants parvient à se rassembler sur la place de l'Indépendance, en plein centre-ville. Toute la matinée, la police avait tenté d'empêcher des petits groupes de manifestants de se regrouper dans le centre. Le pays sous tension depuis le 26 avril. Depuis le 26 avril, la police bloque les protestataires dans les quartiers périphériques de la capitale pour les empêcher de converger vers le centre de Bujumbura et s'y rassembler. Mercredi matin, une centaine de femmes, dont des jeunes filles, s'était rassemblées pour un sit-in dans le centre de la capitale mais avaient été rapidement dispersées à coups de gaz lacrymogènes. Quelques centaines de jeunes avaient également été dispersés, à coups de gaz lacrymogènes et de tirs de sommation, alors qu'ils arrivaient à 50 mètres environ d'un des axes majeurs de la ville menant à la présidence. Des images d'incidents opposants des policiers, dont une fonctionnaire de police particulièrement malmenée par les protestataires a également circulé ce lundi et illustre la tension et la violence qui semble s'accroître entre les différents acteurs de cette crise politique. Déjà trois semaines de protestations. La police a également empêché toute la matinée tout regroupement près de l'ancien marché central de la capitale, où tentaient de converger des petits groupes, et interdit la circulation des piétons sur plusieurs grands axes du centre, selon le correspondant de l'AFP. Les manifestations, interdites par les autorités, ont commencé le 26 avril dernier dans plusieurs quartiers de la banlieue de Bujumbura. Elles ont été déclenchées par la désignation du président Pierre Nkurunziza - élu en 2005 puis réélu en 2010 - comme candidat à la présidentielle du 26 juin prochain pour le compte de son parti, le Cndd-FDD. Les opposants qui protestent contre ce possible troisième mandat le jugent inconstitutionnel, la Constitution burundaise limitant l'exercice de la présidence à deux mandats consécutifs. Mais la Cour constitutionnelle -aux ordres du pouvoir présidentiel selon ses adversaires-, a récemment estimé qu'un nouveau mandat de Pierre Nkurunziza serait conforme à la Constitution et a donc validé cette candidature. Source RTBF avec agences